

Fonds d'aide aux victimes du séisme au Pakistan

Nora Wintour, Chargée des questions d'égalité et des droits de l'ISP, a rencontré des membres du comité de coordination des affiliés pakistanais le 21 décembre à Lahore pour discuter des propositions d'aide et d'assistance à la reconstruction pour les familles des syndicalistes victimes du tremblement de terre. À cette occasion, Nora leur a remis les premiers dons émanant du fonds d'aide créé par l'ISP. Les affiliés de l'ISP ont manifesté une grande solidarité envers les victimes ainsi que la volonté de consacrer du temps à l'effort de reconstruction. Nora a aussi assisté à la réunion annuelle du syndicat pakistanais WAPDA pour transmettre un message de solidarité et de soutien aux familles des travailleurs victimes du tremblement de terre et manifester son appui à la campagne que mène le syndicat pour s'opposer à une privatisation accrue de la société de distribution d'eau et d'électricité.

<http://www.world-psi.org/earthquake>.

L'équité salariale, maintenant ! En DVD

Ce DVD sur l'équité salariale retrace le quotidien professionnel des femmes aux Philippines, en Namibie et au Royaume-Uni. Il décortique quelques-unes des stratégies que peuvent adopter les syndicats pour améliorer le salaire des femmes. Ce DVD fait partie du dossier d'information qu'a conçu l'ISP pour aider les syndicats à élaborer des stratégies et des campagnes en vue de l'équité salariale. Ce DVD existe en anglais, en français et en espagnol. Pour le recevoir, veuillez communiquer votre nom et votre adresse à equality@world-psi.org.

La meilleure idée depuis le pain tranché

Au début du mois de décembre 2005, l'affilié américain SEIU a lancé un concours faisant appel à la créativité de chacun pour trouver l'idée de génie qui améliorera le quotidien de l'Américain moyen, avec à la clé un prix de 100.000 USD. La participation à ce concours a été remarquable, puisque plus de 22.000 idées ont été proposées. Les idées des sept finalistes portent sur les ressources durables, le salaire minimum, les soins de santé et la réforme de l'enseignement public. Les votes sont maintenant clos, et le nom du grand gagnant, et de ses deux dauphins, sera annoncé lors d'une cérémonie qui aura lieu à Washington le 1er février. www.sinceslicedbread.com.

Grève pour les salaires et les retraites

Les fonctionnaires tchadiens sont en grève générale depuis le début de l'année. Ils sont descendus dans les rues de la capitale N'Djamena le 16 janvier pour réclamer le versement d'au moins quatre mois de salaire non payés, des retraites et de l'augmentation de 5% promise par le Président Idriss Deby en 2004. Les étudiants ont participé à la grève pour soutenir leurs professeurs, et les retraités brandissaient des banderoles évocatrices : « Bravo Messieurs le Président et le Premier ministre - En 2005, pas une seule pension de retraite n'a été payée. » La grève est largement suivie dans ce pays coutumier du non-versement des salaires des fonctionnaires. Un représentant syndical explique qu'au Tchad, le problème n'est pas tant le manque d'argent

que la corruption et la mauvaise gestion.

Solidarité dans le Pacifique

Un nouveau programme mis au point par l'Association néo-zélandaise des services publics et l'ISP apporte un soutien pratique aux syndicats de plusieurs pays du Pacifique. Quinze syndicats néo-zélandais et australiens se sont associés à des syndicats existants ou naissants des îles Fidji, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, de Vanuatu, de Samoa, des îles Cook et des îles Salomon, et ont apporté leur aide à l'Association des services publics non encore reconnue. Le Secrétaire sous-régional de l'ISP pour l'Océanie, Mike Ingpen (photo), déclare que les syndicats du Pacifique ont des besoins différents selon leur phase de développement. En plus de soutenir la création d'un syndicat pour les travailleurs des services publics à Tonga, l'ISP participe à deux autres projets avec l'Association des services publics de Samoa et l'Association des travailleurs des îles Cook. Ce soutien comprend une aide à la négociation collective et une formation des délégué(e)s, et a déjà permis aux deux syndicats d'accroître les affiliations.

Égalité hommes-femmes en Ukraine

Le 1er janvier, une nouvelle loi sur l'égalité des droits des hommes et des femmes est entrée en vigueur en Ukraine. Réclamée depuis longtemps par les syndicats des services publics, cette loi vise à concrétiser l'égalité entre hommes et femmes dans tous les domaines et interdit toute discrimination fondée sur le sexe. Mais elle n'en demeure pas moins imparfaite. « Je ne pense pas vraiment que la situation changera du tout au tout » déclare Tamila Kazarina, Présidente du syndicat des personnels de santé. « Tant que dans la santé, la culture et l'éducation, où les effectifs sont majoritairement féminins, les salaires seront plus bas que dans l'industrie, la discrimination persistera. » Aucun mécanisme de mise en œuvre digne de ce nom n'est prévu. Les femmes restent très minoritaires au gouvernement. Les femmes représentent 72% des fonctionnaires, mais n'occupent que 8% des postes à responsabilité. Elles représentent par contre 80% des chômeurs très qualifiés. La loi ne prévoit pas non plus de sanctions en cas d'infraction. Elle constitue cependant un premier pas vers un amendement du code civil, du code pénal et du droit du travail en vue de l'égalité entre hommes et femmes.

Initiative britannique de financement privé : un désastre ruineux

Au Royaume-Uni, l'avenir des projets de santé de l'Initiative de financement privé (IFP) s'avère compromis, le gouvernement ayant demandé, pour raisons financières, une enquête sur le projet d'1 milliard de GBP des hôpitaux Royal London et St Bartholemew (voir <http://www.keepournhspublic.com/newsroundup> 27 décembre). L'hôpital Queen Elizabeth, à Woolwich, autre établissement financé par l'IFP, est « au bord de la faillite », essentiellement à cause des charges qu'entraînent les remboursements de l'IFP. Le financement par l'IFP représente un surcoût annuel de 9 millions de GBP par rapport un hôpital équivalent construit avec les fonds publics (voir <http://www.keepournhspublic.com/newsroundup.php> 16 décembre)

Quand les usagers n'ont pas les moyens...

L'Association internationale des experts-comptables (ACCA) s'est interrogée sur les conséquences de l'introduction de redevances d'utilisation dans les services publics. Examinant leur incidence sur la pauvreté en Afrique, l'Association a constaté que les redevances d'accès aux soins de santé fondamentaux avaient été mises en place dans le cadre des programmes d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale dans les années 80. Au Kenya, leur introduction a entraîné une diminution de la fréquentation des consultations médicales de 52%. Quand ces redevances ont été supprimées, la fréquentation a augmenté de 41%. Il en a été de même en Papouasie-Nouvelle-Guinée, où la mise en place de redevances a fait chuter la fréquentation des consultations médicales de 30%. En Gambie, dans les villages où les insecticides sont fournis gratuitement pour prévenir le paludisme, on dénombre cinq fois plus de moustiquaires de lit imprégnées que dans les villages où ils sont payants. Des preuves concrètes démontrent donc que les redevances, du moins dans la santé, portent préjudice à l'éradication de la pauvreté et à l'obtention des Objectifs du Millénaire pour le Développement. L'excellente publication Public Sector Bulletin de cette Association est disponible à l'adresse suivante :

<http://www.accaglobal.com/transparency/publicsector/overview/bulletin>.

Collaborer avec le personnel des ONG

Souvent, les syndicats qui défendent les intérêts des agents de la fonction publique représentent aussi du personnel des ONG. (Pour la simple raison que les syndicalistes sont souvent des bénévoles ou des membres d'ONG). L'ISP souhaiterait que ses affiliés la renseignent à ce sujet. Votre syndicat peut-il nous en dire plus ? Voici les questions que nous nous posons :

1. Si vous représentez du personnel d'ONG, cette représentation s'applique-t-elle à toutes les ONG quel que soit leur domaine d'activité ou uniquement à des ONG de secteurs spécifiques ? Dans ce dernier cas, pouvez-vous nous donner plus d'informations ?
 2. Quelles ont les principales difficultés rencontrées – par les travailleurs des ONG et par votre syndicat – pour cette représentation ?
 3. La représentation de ces travailleurs nécessite-t-elle une approche différente de la stratégie habituelle d'un syndicat du secteur public ? Pouvez-vous nous donner des exemples ?
 4. Si l'ONG en question fournit des services publics, la représentation de son personnel est-elle compatible avec la représentation de vos membres du secteur public ?
 5. La représentation de ces travailleurs crée-t-elle des problèmes entre le syndicat et l'ONG ?
- Si vous souhaitez répondre à cette enquête, merci de contacter Mike.Waghorne@world-psi.org.

Comité pour la coopération sur le capital des travailleurs

Le Comité sur le capital des travailleurs (CWC) réunit des représentants du mouvement syndical international et a pour objet le partage d'informations et le développement de stratégies pour une action commune en matière de capital des travailleurs, notamment pour ce qui a trait à la formation des fiduciaires, l'encadrement et la régie des marchés des entreprises et financiers, l'activisme des actionnaires et l'investissement ciblé à vocation économique. Il s'agit d'une initiative conjointe de la CISL, de la CSC et des fédérations syndicales internationales. La participation au CWC est ouverte aux représentants du mouvement syndical compétents dans le domaine du capital des travailleurs. Le Comité compte actuellement quatre groupes de travail axés sur la formation des fiduciaires, l'encadrement et la régie des marchés des entreprises et financiers, l'activisme des actionnaires et l'investissement ciblé à vocation économique. Plus d'informations à l'adresse <https://workerscapital.org/lang.fr/>.

La mondialisation ne réduit pas la pauvreté

Il s'agit de l'une des conclusions de la quatrième édition des Indicateurs clés du Marché du Travail, rapport du BIT publié en décembre dernier. Son directeur général, Juan Somavia, indique que la mondialisation n'a pas conduit jusqu'ici à la création d'offres d'emplois décents, durables et en nombre suffisant. En effet, à l'heure actuelle, la moitié des travailleurs dans le monde ne gagnent toujours pas assez pour se hisser, eux et leur famille, au-dessus du seuil de pauvreté de 2 dollars par jour. En Afrique subsaharienne, le nombre de travailleurs vivant avec moins d'un dollar par jour a augmenté de 28 millions entre 1994 et 2004. L'étude constate que pour des millions de travailleurs, les nouveaux emplois apportent souvent un revenu permettant tout juste de se hisser au-dessus du seuil de pauvreté. Dans de nombreuses économies en développement, le problème est essentiellement lié au manque de possibilités de travail décent et productif plutôt qu'à du chômage pur et simple. Hommes et femmes travaillent dur et longtemps pour pas grand-chose, leur seule alternative étant de n'avoir pas de revenu du tout. Voir <http://www.ilo.org/public/english/employment/strat/kilm/>

Le coût social de l'adhésion de la Chine à l'OMC

La Chine fait partie de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) depuis décembre 2001, après 15 années de préparation et de négociation. Le gouvernement pensait qu'une fois la Chine dans l'OMC, les investissements étrangers afflueraient et que l'économie chinoise se développerait rapidement, créant de nombreux emplois. Il a alors suspendu ses initiatives de modernisation de la gestion de l'État, de planification et d'orientation économiques et de gestion d'entreprise, pour se concentrer sur les incitants aux investissements étrangers. Le résultat ? Une économie chinoise extrêmement tributaire du commerce étranger, qui représente maintenant plus de 70% du revenu national. Beaucoup d'entreprises ont dû fermer ou être privatisées. Même les entreprises

florissantes ont licencié pour être plus concurrentielles. Le nombre de chômeurs et de démunis dans les villes prend des proportions effrayantes. Les emplois sont souvent précaires et les conditions de travail se sont dégradées. Les horaires sont longs, le volume de travail est lourd, les salaires sont bas. Quel que soit le secteur, les Chinois travaillent en moyenne 50 heures par semaine. Avec les réformes, moins de 15% des effectifs chinois bénéficient d'un plan de retraite et d'une assurance-santé. Par manque de moyens, près de la moitié des Chinois s'abstiennent de consulter un médecin quand ils sont souffrants. Source : China Labour Bulletin. Voir www.clb.org.hk.

Programme de la Global Labour University pour 2006

La Global Labour University (Université ouvrière mondiale) dispense un programme de maîtrise sur les politiques syndicales et la mondialisation à l'intention des syndicalistes. Il s'agit d'un diplôme reconnu délivré par l'Université de Kassel et la Haute école d'économie de Berlin. La Global Labour University réunit les deux mondes du syndicalisme et de la recherche universitaire, et permet aux jeunes qui ont déjà de l'expérience syndicale de poursuivre leur cursus universitaire. La Global Labour University est soutenue par l'OIT, la Fondation Hans Boeckler et la Fondation Friedrich Ebert. Le Bureau des activités pour les travailleurs de l'OIT (ACTRAV) et ses partenaires dans ce projet proposent un nombre limité de bourses aux candidat(e)s des pays en développement et en transition. Pour le programme 2006/07, les candidatures doivent être envoyées avant le 1er mars 2006. Pour en savoir plus et obtenir le formulaire de candidature, voir www.global-labour-university.org.

Mises à jour du site Internet

La Banque de ressources du site Internet de l'ISP a été mise à jour. Cette page vous permet d'effectuer un retrait ou un dépôt d'informations sur les services publics de qualité du monde entier. En plus des rubriques consacrées à la participation, aux emplois de qualité, à la privatisation, aux stratégies et au financement, cette page comporte maintenant un bouton « Nouveautés », qui permet d'afficher immédiatement les nouveaux articles. Il est aussi plus facile d'effectuer un dépôt, à l'aide d'un formulaire très simple. Voir <http://www.world-psi.org/banque>.


Vous souhaitez vous affilier à l'ISP ?

L'ISP a créé une nouvelle page Internet qui contient les réponses à diverses questions sur l'affiliation à l'ISP, les objectifs, les dépenses et les cotisations. Pour en savoir plus sur l'affiliation à l'ISP, cliquez ici : <http://www.world-psi.org/joinPSI>. Des versions en français et en espagnol seront disponibles prochainement. Pour de plus amples renseignements, vous pouvez aussi contacter communications@world-psi.org.

La phrase du jour

« Alors qu'autrefois, on choisissait de travailler dans la fonction publique pour la sécurité d'emploi, la retraite, la volonté de se rendre utile à la collectivité ou même par patriotisme, aujourd'hui, la plus grande motivation, et de loin, c'est la possibilité de faire changer les choses – de changer pour le mieux la vie de ses concitoyens » Leo Hickman, dans le quotidien The Guardian, le 17 janvier 2006.

Si vous ne souhaitez plus recevoir Flash ISP par courrier électronique, veuillez répondre à ce courrier



en écrivant « unsubscribe » dans votre message.

International des Services Publics
www.world-psi.org communications@world-psi.org